

Discours

Convention de l'UMP sur l'Europe les 23 et 24 septembre 2005

Convention de l'UMP sur l'Europe La Mutualité - vendredi 23 et samedi 24 septembre 2005

Je veux remercier l'UMP et son président, mon ami Nicolas Sarkozy, de l'occasion qu'ils m'offrent de vous exposer quelques réflexions sur la situation actuelle que traverse l'Union européenne et sur ses perspectives d'avenir.

En Politique, comme dans bien d'autres domaines de la vie, pour réussir dans le choix d'une thérapie, il est d'abord nécessaire d'aboutir à un diagnostic réussi. C'est pourquoi nos compatriotes espèrent de leurs leaders politiques une capacité d'analyse sans aucune crainte de la réalité, pour ensuite assumer les initiatives nécessaires d'une manière ferme et encourageante.

Lors de cette réunion entre amis qui partagent des valeurs et principes identiques, je tiens à répondre à deux questions: Quelle est la nature de la crise de l'Union européenne ? ; et: Que devons nous faire pour que l'Union puisse sortir renforcée de cette crise ?

Tout d'abord, le diagnostic : Quelle est la situation actuelle de l'Union européenne ?

L'Union connaît actuellement une étape de blocage qui peut nous conduire à une crise profonde. Car les grands idéaux qui avaient accompagné le projet européen depuis ses origines ne trouvent plus de place dans une réalité qui évolue à grande vitesse.

Les rejets dont la Constitution européenne a fait l'objet en France et en Hollande, ou la forte abstention dans d'autres pays comme le mien, démontrent un manque de confiance au projet européen qui laisse entrevoir une espèce de crainte d'un avenir incertain. Or, loin d'interpréter cette réaction comme une estocade fatale, je préfère voir ce fait comme un sage avertissement démocratique qui doit nous permettre de redresser le projet européen.

Les rejets à la Constitution européenne manifestés par les citoyens Français et Hollandais sont une réalité que nous devons affronter sur la base d'une grande maturité et d'un grand sens de la responsabilité. Je ne tiens pas aujourd'hui à déchiffrer les raisons du « Non » français, mais ce qui est arrivé chez vous a eu une énorme importance qui s'étend à tous les pays européens. Voilà pourquoi je considère opportun de vous exposer mes réflexions depuis l'épicentre même du séisme politique qu'a représenté le rejet français à la constitution européenne. Et je fais cela convaincu que la France a abordé sans crainte et en profondeur un débat démocratique, ce qui a servi à ce que le reste de l'Europe déclenche l'alarme qui nous dit : Attention !, sur ce chemin, nous nous éloignons des citoyens qui ne partagent et ne comprennent plus nos discours indéchiffrables.

Chers amis,

En tant qu'europeens, nous essayons d'assimiler un processus ambitieux d'élargissement qui nous a obligés à faire d'importantes réformes politiques et institutionnelles. Je veux vous exprimer une de mes convictions : le succès de l'élargissement et des réformes proposées est intimement lié à la croissance économique de notre continent.

Parlons net !: Maintenant, l'économie de l'Union européenne n'est plus en mesure de répondre, par une croissance suffisante et soutenue de son produit brut et de son niveau d'emploi, aux nouveaux défis générés par la globalisation, le changement technologique accéléré, l'émergence de pays tels que la Chine ou l'Inde, la délocalisation et le vieillissement de sa population.

C'est à cause de la fragilité de notre modèle économique que nous croissons à

un rythme inférieur par rapport à nos concurrents, notamment les États-Unis d'Amérique, qui créent depuis plus de trente années plus de richesse et d'emplois que nous.

Actuellement, l'Union n'est pas en état de concilier harmonieusement les trois points sur lesquels repose le modèle économique européen : la stabilité, la croissance et la cohésion. S'il n'y a pas de stabilité, il n'y a pas de croissance et, sans croissance, il n'y a pas de solidarité possible.

La réalité dont je vous parle offre des données telles que celle-ci : L'Europe et l'Afrique sont les deux seules régions du monde à aller à la traîne quant à la croissance mondiale. J'aimerais bien que ce fait objectif serve à ce que certains dirigeants européens se réveillent du rêve enfantin de la supériorité européenne. Nous ne sommes pas meilleurs que les autres, à moins que nous ne le prouvions.

Cette faible situation économique européenne résulte de l'absence de leadership pour aborder les réformes structurelles que nos économies exigent.

Personne ne saurait croire actuellement qu'il est encore possible de réaliser l'objectif de faire de l'Europe la zone la plus compétitive du monde en 2010, capable de générer du plein emploi et une croissance soutenable comme celle que l'Agenda de Lisbonne proposait.

C'est ce manque de leadership qui a provoqué l'inexécution du Pacte de Stabilité et de Croissance ainsi que l'incapacité du dernier Conseil pour parvenir à un accord sur les Perspectives financières 2007-2013.

Chers amis,

Une Union qui ne croît pas, une Union sans budget, une Union qui n'a même pas été capable de définir ses frontières, ne montre qu'un manque de confiance, de leadership et de crédibilité. Voilà la situation dans laquelle nous nous trouvons.

Et après le diagnostic, que devons-nous faire pour que l'Union en sorte renforcée ?

Tout d'abord, nous devons avoir le courage de nous demander en quoi notre identité consiste-t-elle, car ce n'est qu'à partir de celle-là que nous serons capables d'avoir des objectifs.

Robert Schuman disait que « l'intégration économique ne peut être conçue à long terme sans l'intégration politique ».

Les Espagnols et les Français ont toujours coïncidé sur le fait que l'Europe est un projet d'intégration économique avec une profonde vocation politique. C'est dans ce courant de pensée que se trouvent nos collègues de la CDU / CSU, dont la victoire lors de la dernière élection allemande, bien que ce soit par une marge plus étroite que prévue, représente un soutien pour nos thèses.

Pour moi, l'Union européenne constitue une union de valeurs, de solidarité et de cohésion entre ses États et ses citoyens, non pas seulement une zone de libre-échange ou un marché commun.

Notre tâche consiste actuellement à redécouvrir cette essence de la construction européenne et à l'adapter aux temps nouveaux. Les problèmes subis maintenant par l'Union européenne s'expliquent, en partie, parce que nous nous sommes éloignés de l'esprit des parents fondateurs de l'Europe. Nous devons être plus ambitieux, plus généreux, donner à l'Union plus de moyens et faire en sorte que l'Union devienne plus présente et plus ouverte vers le monde. Il y a des choses qui ont changé et qui peuvent nous nous rendre tristes. Mais nous devons les accepter si nous voulons maintenir la connexion sur l'avenir, car c'est ce que les Européens espèrent de leurs leaders politiques. Par exemple, le fait que l'absence de guerre entre les Européens ne soit pas suffisamment appréciée par les jeunes générations. Nous ne pouvons pas rendre les jeunes responsables de leur chance, car ce serait vivre dans la nostalgie des temps difficiles du passé et oublier le présent et le futur qui,

somme toute, sont les plus importants. Maintenant, les jeunes ont besoin de quelque chose de plus que la paix entre les nations européennes pour pouvoir croire en l'Union. Assumons que le niveau d'exigence augmente au fur et à mesure que le monde se transforme.

Osons poser de nouveau des questions apparemment simples, mais essentielles à la fois : A quoi sert l'Union ? ; Quelle est la valeur ajoutée que l'Union fournit aux Européens en 2005 ?

Commençons par nous mêmes et nous trouverons une lumière d'espoir qui guidera la nouvelle direction du projet européen. En nous reportant à Schuman, rappelons ses paroles sur la force des idées : « L'unité de l'Europe ne sera faite uniquement ni principalement par les institutions européennes, puisque sa création suivra le progrès des idées ». Alors, les valeurs qui unissent les membres du Parti Populaire Européen et nos deux partis marquent la feuille de route sur laquelle il faut tracer la nouvelle voie de l'Union.

Le Parti Populaire Européen a suffisamment prouvé qu'il a un projet commun sur l'Union européenne qui a été approuvé au Congrès d'Estoril. Tout le contraire d'une gauche incapable de parvenir à aucune proposition, la division sur l'Europe et sur bien d'autres sujets étant la caractéristique la plus importante de son action politique. Nous sommes conscients qu'un projet d'avenir ne peut pas être fondé sur la division. C'est pourquoi je veux rappeler ici avec mes amis de l'UMP l'importance de travailler ensemble pour le que prochain congrès du PPE, qui aura lieu en mars 2006 à Rome, devienne une nouvelle démonstration d'unité et de force de nos idées et valeurs.

Commençons à travailler et faisons des propositions concrètes. A mon avis, pour que l'Union européenne puisse combler ses attentes, il faudra travailler sur les priorités ci-après :

1. La première priorité consiste à réussir à ce que l'Union regagne le chemin de la croissance économique.

Pour ce faire, je suggère les mesures suivantes :

a) il faut récupérer la stabilité économique, défendre l'indépendance de la Banque Centrale Européenne, afin de garantir la stabilité des prix ; regagner le sentier de l'équilibre budgétaire ; et approuver des perspectives financières susceptibles de consolider la solidarité et la cohésion territoriale de l'Union européenne.

En ce sens, je veux manifester mon opposition à la modification de l'Accord sur la politique agricole commune, en vigueur jusqu'en 2014, dans le cadre des pourparlers des futures Perspectives financières.

b) nous devons réussir à ce que l'Union mette en place les conditions nécessaires pour assurer la croissance de son économie. Pour ce faire, il faut mettre en marche des projets européens concrets de R+D, dont les fonds doivent être déterminés sur la base de critères d'excellence et de cohésion territoriale ; favoriser la mise en marche de politiques actives d'emploi ; encourager la formation professionnelle et l'innovation des petites et moyennes entreprises ;

c) il est nécessaire de faire plus attention à l'intégration du secteur des services, qui représente plus de 70% de l'emploi et de la valeur ajoutée des économies de l'Union européenne.
Pour ce faire, il faut réformer les marchés de services, afin de créer de nouvelles possibilités d'emploi ; adopter des politiques d'éducation et d'innovation pour offrir un cadre fiscal et du travail susceptible de permettre l'existence d'une concurrence loyale et non dénaturée.

d) finalement, les Gouvernements des États membres doivent miser carrément sur les réformes et les privatisations.

Chers amis,

Après mon expérience politique en tant que Ministre et Vice-président de plusieurs gouvernements présidés par M. José María Aznar, je peux vous dire,

en ce qui concerne le débat européen, que le chemin des réformes est le chemin du succès, car c'est là que réside la meilleure manière de faire de l'europhisme véritable. Permettez-moi de vous donner un seul renseignement sur mon expérience : à cette époque, l'Espagne généra la moitié des emplois qui avaient été créés en Europe. Cela veut dire que les réformes fonctionnent, et que la difficulté réside dans le fait d'avoir du courage pour les entreprendre.

2. La deuxième priorité consiste à construire une Europe ayant une plus grande présence dans le monde. Soyons clairs : il n'y aura pas de politique extérieure de l'Union s'il n'y a pas de cohésion entre les États membres.

Le monde connaît actuellement un processus de globalisation caractérisé par de nouveaux défis et par de nouvelles perspectives qui produisent des frictions de tous genres. De même, les valeurs et les principes sont remis en question. Je crois fermement que la liberté, la démocratie, l'Etat de Droit et les Droits de l'Homme sont des principes qui doivent l'emporter sur ces frictions, car ces valeurs et principes que nous partageons ne sont pas négociables et ont une vocation universelle.

L'Europe ne peut pas être définie par son opposition aux États-Unis, car nous partageons les mêmes principes et les mêmes valeurs. Le fait de tomber dans l'erreur de nous définir comme contre-pouvoir aux Américains reviendrait à reconnaître que notre identité européenne dépend de l'existence des États-Unis. Aussi, établissons de mécanismes de concertation et de débat avec nos amis les Américains et reconstruisons le lien qui a rapporté les meilleurs fruits dans l'histoire de l'Europe moderne.

Dans le cadre de l'Union européenne, l'Espagne et la France ont collaboré d'une manière active dans la région de la Méditerranée, une région qui a de nombreux liens communs à nos deux pays, ainsi qu'en Amérique Latine, où nous institutionnalisons d'y tenir des Sommets entre l'Union et l'Amérique Latine. Travaillons pour que l'Europe devienne un pôle mondial de diffusion de liberté, de stabilité et de prospérité. Il convient donc que l'Union récupère aussi sa force de conviction et qu'elle ne se montre pas complaisante envers quelques dictatures. Entre le dictateur et le dissident, l'Europe est toujours pour celui qui lutte pour la liberté. Ne permettons à personne de faire du commerce avec une valeur qui nous définit.

3. Cher Nicolas. c'est sûr que vous, qui êtes le nouveau Ministre de l'intérieur, vous serez d'accord avec moi sur le fait que la construction de cet Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice doit constituer une autre priorité pour l'Union.

L'Union européenne présente une attitude réactive vis-à-vis de l'immigration et de la lutte contre le terrorisme : elle s'est bornée à réagir à la suite des attaques terroristes aux États-Unis, à Madrid et à Londres, ou après avoir vu à la télévision l'arrivée de bateaux pleins d'immigrants.

L'immigration est une question majeure sur laquelle nous devons travailler ensemble. Le secrétaire général du parti Populaire, M. Angel Acebes, a été ici, avec vous, il y a trois mois, lors du débat sur l'immigration ; l'UMP et le PP ont signalé ensemble que l'immigration sera positive à condition qu'elle ne dépasse pas la capacité d'accueil maximale d'immigrants dans l'Union ; elle sera positive pour autant tant que les immigrants respectent les principes et les valeurs de la société qui les accueille. Votre slogan était "immigration choisie, immigration intégrée", ce que je souscris, sachant, par ailleurs, que ce slogan est partagé par la plupart de nos citoyens. Nous ne pouvons pas empêcher que la gauche s'empêtre dans ses idées hypocrites de salon. Or, nous devons expliquer qu'il ne s'agit pas d'être contre l'immigration, mais pour son intégration, à condition que nos valeurs et principes n'en soient pas pour autant diminués et qu'ils soient assumés par les immigrants, prouvant de leur volonté sincère d'intégration. Je proviens d'un peuple immigrant comme le Galicien, et cette réalité n'est pas non plus inconnue pour vous. C'est pourquoi nous devons et pouvons, tous deux, dénoncer sans complexes les dangers de l'immigration illégale et des régularisations massives comme bouillon de culture de la xénophobie et l'intolérance, que nous rejetons tous les deux.

Je veux des immigrants intégrés, se sentant orgueilleux de partager avec les Européens les mêmes valeurs qui leur permettront de développer leur projet vital parmi nous. Nous devons être en mesure de développer et d'encourager

des projets communs et ambitieux en cette matière, comme c'est le cas pour la police européenne de frontières que nous deux avons encouragée en tant que ministres de l'intérieur.

Nous pourrions parler pendant des heures du terrorisme; mais permettez-moi de partager avec vous quelques idées que je considère essentielles à l'heure de relancer l'Europe. Je vous parle en ma qualité de premier dirigeant politique à avoir été obligé à suspendre sa campagne électorale nationale à la suite d'un attentat terroriste. Comme Nicolas le sait bien, il serait ingénue de penser que le terrorisme ne vise que quelques États de l'Union européenne et non pas les autres. Les attentats de Madrid ou ceux de Londres visaient toute l'Union européenne. Devant le terrorisme, on ne peut pas adopter l'attitude de l'autruche, qui se cache pour ne pas voir la réalité. Le terrorisme doit être vaincu par les armes de l'État de Droit, en l'affrontant sans montrer aucune faiblesse. Le terrorisme s'attaque à des valeurs que nous partageons et qui nous font prendre ceux qui souffrent en pitié. C'est pourquoi nous devons nous mettre du côté des victimes, parce que nous sommes tous, dans une certaine mesure, les victimes du fanatisme totalitaire, que ce soit ETA ou Al Qaeda.

Je veux vous remercier, à ce sujet, Nicolas, de l'excellente collaboration que vous avez offerte et que vous offrez à l'Espagne en votre qualité de Ministre de l'intérieur. Votre attitude prouve qu'en plus d'être un leader politique ayant une vision d'Etat, vous avez été capable de prouver la valeur que vous accordez à l'amitié vraie. Nous savons, tous les deux, que cette vertu est très rare dans ce monde compliqué de la politique.

4. La quatrième priorité consiste à résoudre la situation de blocage que traverse le Traité constitutionnel.

J'aurais bien aimé qu'une période de réflexion ait été ouverte à la suite des référenda de France et d'Allemagne. Et je contemple avec stupeur les faux débats et les idées telles que celle de diviser en morceaux le Traité constitutionnel et de l'approuver à pas de loup. Ce résultat reviendrait à insister sur le fait de construire l'Europe de dos aux citoyens et signifierait que nous n'aurions pas appris la leçon. Ce serait le grand mensonge d'une Europe pour le peuple mais sans le peuple. C'est pourquoi j'annonce ici que je ne deviendrai le complice d'aucune stratégie frauduleuse ou d'escroquerie pour les Européens.

Que faire ? Je vais évoquer un exemple que je connais très bien. Comme vous le savez, l'Espagne a un texte constitutionnel depuis 1978. Notre Constitution fut précédée d'un énorme effort pré-constitutionnel, accompagné de l'approbation de la loi pour la réforme politique, de l'amnistie et de la légalisation de tous les partis politiques.

Je sais bien que les situations ne sont pas comparables. Or, j'oserais dire que c'est à cause d'un manque de travail pré-constitutionnel que la Constitution européenne a échoué.

5. Pour pallier cette absence, ma cinquième priorité a une orientation hispano-française et comporte la création d'un groupe de travail entre nos deux partis pour aborder plusieurs questions :

a) Les Européens nous ont dit qu'il est nécessaire de faire un plus grand effort pré-constitutionnel. Le premier domaine du groupe de travail devrait définir cet effort préalable à la Constitution sur la base d'une plus grande cohérence politique à l'heure d'affronter les problèmes fondamentaux qui se posent à tous les Européens.

b) Le deuxième domaine de travail doit définir avec précision les objectifs de l'Union européenne et identifier les aspects essentiels sur lesquels l'Union doit travailler sur la base d'une perspective d'une plus grande cohésion entre ses États et ses citoyens.

Je vous propose de nous centrer sur les réformes économiques susceptibles de conduire au plein emploi, sur l'immigration, la lutte contre le terrorisme et la délinquance organisée, ainsi que sur la réflexion relative aux limites et aux frontières de l'UE.

Le problème résultant du vieillissement de la population européenne et du faible

taux de natalité exige une mention spéciale. Voyons quelles sont les conséquences de ce phénomène démocratique et proposons des solutions avant qu'il ne soit trop tard.

c) Le troisième domaine de ce groupe devrait se consacrer aux questions institutionnelles.

Nicolas, je partage votre idée qu'une Europe formée de 25 États membres, bientôt 27, ne peut pas être gérée de la même manière qu'une Europe à 15. Il est nécessaire de dessiner de nouvelles voies d'impulsion ouvertes à tous, capables de refléter un ample équilibre et un grand consensus entre la plupart des États membres. Sans doute, l'Espagne et la France doivent se trouver dans le groupe de tête ouvrant le chemin de cette nouvelle re-fondation de l'esprit de l'Union.

d) Le quatrième domaine du groupe de travail doit se centrer sur le Budget communautaire. Les ressources en vigueur dans l'Union sont rares, confuses et manquent de transparence. Elles provoquent des sentiments d'injustice et donnent l'impression que seulement quelques États apportent le maximum pour que d'autres profitent des fonds communautaires.

C'est pourquoi je crois qu'il est nécessaire de réfléchir sur un futur système de ressources propres de l'Union plus équitable et plus compréhensible pour nos citoyens.

e) Le cinquième domaine de travail devrait s'occuper de faire un effort de pédagogie sur l'Union européenne, car, comme vous venez de le dire, Nicolas : « si l'Europe est une affaire appartenant aux responsables politiques et économiques, et ne devient pas un projet des citoyens, tôt ou tard, elle échouera ». Abandonnons le discours des élites infaillibles, laissons de côté la superbe de nous demander comment expliquer aux citoyens à quoi l'Union consiste-t-elle. Invertissons le processus et descendons dans la rue pour demander quelle est l'Union que les citoyens veulent. Si nous n'agissons pas comme ça, nous alimenterons la désaffection et le manque d'intérêt de nos jeunes envers l'Union européenne. C'est à ceux-ci de gérer le projet et c'est avec eux que nous devons partager le rêve européen qui nous a conduits jusqu'ici.

Les jeunes n'apprécient pas ce qu'a été l'Histoire du continent, et non plus les chances que l'Europe unie peut leur procurer. C'est pourquoi il faudrait penser à incorporer aux plans d'études une matière relative à l'Histoire de l'Europe et au fonctionnement de ses institutions, basée sur une optique commune. Si nous réussissons à incorporer cette histoire commune aux plans d'études, nous aurons fait une grande démarche et pourrons édifier l'Union sur des fondements solides et partagés.

De même, la tâche pédagogique devrait inclure les Gouvernements de l'Union européenne. Il faut être sincères envers nos compatriotes et mieux leur expliquer les décisions que nous adoptons, bien qu'elles soient parfois impopulaires, et ne plus rejeter la faute de n'importe quoi sur Bruxelles, car, à la fin, nous sommes tous Bruxelles.

Un domaine politique prioritaire de notre tâche pédagogique doit être l'élargissement. Débattre, par exemple, sur le coût du non élargissement. L'élargissement est un jeu de somme positive, tant pour l'Union que pour les États candidats, à condition que ceux-ci remplissent toutes les conditions requises.

Chers amis,

Voici les réflexions que je voulais partager avec vous et voici, aussi, les propositions de travail que je fais à nos partis politiques. Nous travaillerons ensemble sans peur du débat, car le temps vole et nos sociétés nous exigent de nous mettre vraiment au travail pour l'Europe.

Et pour finir : la liberté de l'individu est une valeur européenne qui reste vive à l'intérieur de chacun de nous. Cher Nicolas, chers amis de l'UMP, travaillons ensemble pour que la valeur de la liberté reste le moteur de nos idées et l'âme de nos rêves.

